



Octobre 2015

Les comptes provisoires de l'agriculture en Pays de la Loire Un revenu moyen 2014 en hausse essentiellement grâce au lait

Après une baisse marquée en 2013, le résultat courant avant impôt moyen par actif non salarié des moyennes et grandes exploitations ligériennes progresserait en 2014 pour atteindre 27 000 €. Cette amélioration resterait toutefois insuffisante pour permettre au revenu triennal de se maintenir. Les résultats seraient contrastés selon les productions. Ainsi, l'amélioration résulterait principalement des bons résultats des exploitations laitières consécutifs à une hausse conjuguée des volumes et du prix du lait. Les résultats progresseraient également en viticulture mais avec des disparités selon les vignobles. Ils évolueraient assez peu en grandes cultures et en aviculture. En revanche, ils se replieraient fortement pour les élevages de bovins viande et de porcins confrontés à des baisses de prix. Ces baisses de prix, liées notamment à l'embargo russe, ont aussi affecté maraîchers et arboriculteurs.

Avertissement

Les indicateurs de revenu présentés dans cette publication portent sur l'année civile 2014. Ils sont le fruit d'estimations qui sont par nature fragiles (voir méthodologie « Un système d'information sur le revenu fondé sur le Rica » p. 4). Ces résultats, exprimés en euros constants, restent provisoires. Les chiffres définitifs issus du Rica ne seront connus qu'en décembre 2015, ce qui pourra engendrer des révisions.

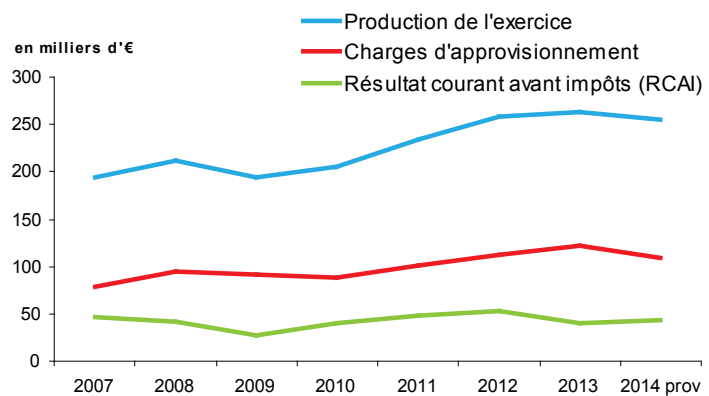
Le revenu des éleveurs de viande bovine et porcine fléchit face aux prix de vente peu rémunérateurs de la viande

Après une baisse de plus de 20 % en 2013, le résultat courant avant impôt (RCAI) par unité de travail annuel non salariée (UTANS) des moyennes et grandes exploitations ligériennes progresserait de 11 % (contre 8 % en France) pour s'établir à 27 100 € (contre 27 200 € pour la France). Cette croissance, insuffisante pour compenser le mauvais résultat de 2013, ferait baisser de 4 % le revenu triennal régional par actif non salarié, qui s'établirait donc à 28 000 € (contre 29 500 € en France).

En Pays de la Loire, ces revenus moyens peuvent masquer de grandes disparités. L'agriculture ligérienne cumule en effet une double spécificité : la diversité des productions et l'importance des exploitations combinant plusieurs ateliers (1). L'année 2014, bien arrosée et bien ensoleillée, est favorable aux rendements et à la qualité des productions. Par ailleurs, les charges d'approvisionnement diminuent. La moyenne de l'indice général des prix des moyens de production agricole (IPAMPA) baisse après quatre années de hausse (-3 % en 2014). Cet allègement des charges est essentiellement dû au recul des prix des aliments pour animaux (-8 %), des engrais (-3 %) et de la facture énergétique (-4 %), ces deux derniers postes suivant les cours mondiaux des produits pétroliers.

Une année 2014 caractérisée par un léger fléchissement de la valeur de la production et une baisse sensible des charges

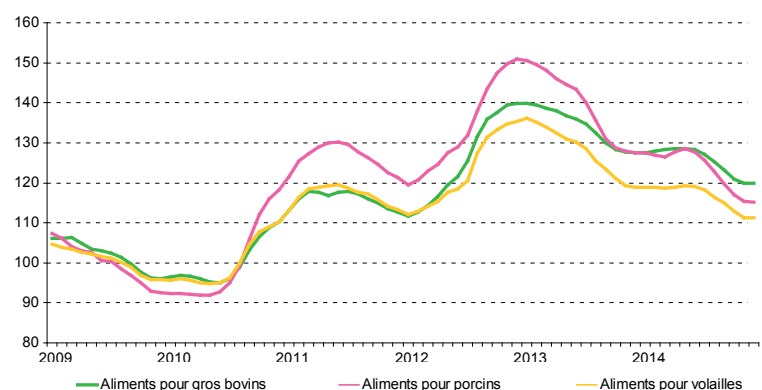
Valeur moyenne par exploitation (moyennes et grandes) en Pays de la Loire en milliers d'euros



Source : Agreste - Indicateurs régionaux de revenu de l'agriculture

Des aliments moins chers en 2014

IPAMPA - Indice des prix d'achat des moyens de production agricole en Pays de la Loire - Base 100 en 2010 (moyenne annuelle)



Source : Agreste - Insee

1 : pour en savoir plus, voir les publications relatives à la typologie des exploitations agricoles ligériennes sur <http://draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr/Typologie-des-systemes-d,442>

Mais l'année 2014 est aussi marquée par la poursuite de la baisse des prix des grandes cultures et par l'embargo russe décrété fin janvier sur le porc suite à des cas de peste porcine en Pologne et Lituanie. En représailles aux sanctions européennes liées au conflit ukrainien, cet embargo est étendu en août aux autres produits alimentaires (viande, produits laitiers, fruits et légumes...), entraînant par effet direct ou indirect une baisse significative des prix

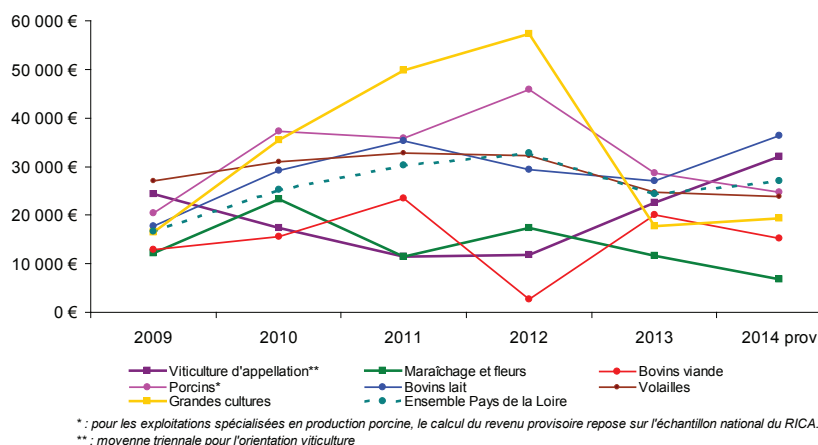
de ces produits. Au final, seuls les producteurs de lait, malgré l'impact de l'embargo russe en fin d'année, et les viticulteurs des vignobles d'Anjou et Saumur profiteraient d'une conjoncture favorable avec des prix et des volumes en hausse, concourant à un meilleur résultat. A l'opposé, les éleveurs de porcins et de bovins viande accuseraient un repli marqué de leur revenu en raison d'une forte baisse des prix de leurs produits.

Tirée par les bons résultats des exploitations laitières, nombreuses en Pays de la Loire, la rentabilité moyenne des exploitations ligérienne, estimée par le rapport excédent brut d'exploitation/chiffre d'affaires, progresserait de 5 % par rapport à 2013. Elle resterait toutefois inférieure de 7 points à ce qu'elle était jusqu'en 2007 (33 % contre 40%).

Un revenu 2014 parmi les plus hauts pour les éleveurs spécialisés en bovins lait

Le prix du lait très attractif et la demande internationale soutenue en produits laitiers transformés incitent les éleveurs à augmenter leur production laitière. Alors que la valeur de la production s'accroît en 2014 par rapport à 2013, les charges d'approvisionnement fléchissent en raison des disponibilités fourragères et de la baisse des prix des céréales et de l'énergie. Malgré le retournement de tendance en fin d'année (ralentissement de la collecte dû à une baisse des prix), le bilan de l'année civile 2014 resterait largement positif. Le revenu moyen des exploitations laitières ligériennes par actif non salarié progresserait d'un tiers pour atteindre le niveau jamais atteint de 36 300 € (31 000 € pour la France). Le revenu triennal se stabiliserait quant à lui à 30 900 € (26 300 € pour la France) et se situerait 17 % au-dessus du revenu moyen décennal.

Le RCAI moyen par Utans des exploitations ligériennes s'améliorerait de 11% en 2014 mais resterait en-deça des niveaux de 2011 et 2012



* : pour les exploitations spécialisées en production porcine, le calcul du revenu provisoire repose sur l'échantillon national du RICA.
** : moyenne triennale pour l'orientation viticulture

Source : Agreste - Indicateurs régionaux de revenu de l'agriculture

La baisse des cotations fragilise fortement le revenu déjà peu élevé des éleveurs spécialisés en bovins viande

L'afflux des vaches laitières de réforme pèse sur le prix de vente. Les cours des jeunes bovins décrochent également suite à un encombrement des marchés européens dû à la fois à une concurrence allemande, irlandaise et polonaise et à une demande italienne en berne.

La baisse générale des prix de vente des gros bovins impactent la valeur de la pro-

duction. L'allègement des charges d'approvisionnement ne suffit pas à compenser ce recul, si bien que le RCAI régional moyen par actif non salarié des éleveurs spécialisés en bovins viande régresserait de 24 % pour tomber à 15 300 € (15 900 € pour la France).

L'année 2013 ayant également été peu

favorable aux éleveurs de viande bovine, le revenu moyen triennal se replierait à 20 800 €, un montant inférieur de 9 % au revenu moyen de la décennie.

Comparé aux revenus des autres orientations technico-économiques de la région, ceux dégagés par la spécialisation en viande bovine demeurent parmi les plus faibles.

Les éleveurs de bovins combinant le lait et la viande profitent de la bonne conjoncture laitière

La bonne tenue du prix du lait compenserait aisément la baisse du prix de la viande. De ce fait, la valeur de cette production « mixte » croîtrait de 3 %.

Parallèlement, les charges d'approvisionnements seraient orientées à la baisse du fait de disponibilités fourragères d'excellente qualité, du repli des prix des aliments pour les gros bovins et d'une facture éner-

gétique plus limitée.

Le revenu moyen par actif non salarié de ces exploitations bovines mixtes ligériennes, en hausse continue depuis 2010, poursuivrait sa progression (+ 15 % par rapport à 2013) et s'établirait à 35 700 € contre 28 000 € pour la France.

Le revenu moyen triennal suivrait la tendance et se situerait à 32 500 € (25 600 €

pour la France), soit 27 % au-dessus du revenu moyen des dix dernières années.

La chute des prix du porc affecte fortement le revenu des éleveurs de porcs

La taille de l'échantillon régional du RICA ne permettant pas d'extraire des données suffisamment robustes pour cette orientation, les résultats suivants sont ceux relatifs au niveau national.

Durant toute l'année 2014, les éleveurs français de porcs ont subi l'embargo sanitaire russe. L'absence de ventes de viande porcine à la Russie, partiellement compensée par des exportations vers l'Asie (Japon, Philippines et Corée du Sud) a entraîné une plus forte concurrence euro-

péenne (Allemagne, pays nordiques et Espagne) et, donc, une chute des prix.

Avec des volumes légèrement plus faibles, la valeur de la production porcine régresserait de 8 % en 2014.

L'allègement des charges d'approvisionnement, dû principalement au moindre coût des aliments pour porcins, ne suffit pas à compenser la baisse du cours moyen du porc charcutier.

De ce fait, le revenu moyen national par actif non salarié des producteurs de porcs

perdrait 13 % pour se situer à 24 800 €. Le recul en Pays de la Loire devrait être plus marqué et assez proche de celui estimé pour la Bretagne (- 22%).

En raison des mauvais résultats de 2013, le revenu triennal national par actif non salarié fléchirait à 33 100 € mais resterait 18 % au-dessus du revenu moyen des dix dernières années.

Un revenu stable en aviculture grâce à des charges moindres

La très légère hausse des volumes produits ne permet pas de compenser le repli des prix des volailles de chair (-5 % à -7 % selon l'espèce) amorcé dès le mois d'août 2014. De ce fait, la valeur de la production des exploitations avicoles régionales régresserait significativement. Cependant, les charges d'approvisionnement, dont les aliments pour volailles, qui pèsent lourdement dans la comptabilité des aviculteurs, diminuent fortement et couvriraient ainsi

la baisse du chiffre d'affaires. En effet, après trois années successives de hausse, l'indice moyen des prix des aliments pour les volailles (IPAMPA) régresse de 9 % par rapport à 2013.

Stable en volumes et en prix, la production d'œufs n'influerait guère sur le résultat moyen par actif non salarié des exploitations avicoles qui, au final, resterait proche de son niveau de 2013 soit environ 24 000 €. Toutefois, si certaines exploita-

tions devaient enregistrer une amélioration de leur résultat (combinaison volaille + lait) d'autres devraient voir leur revenu s'éroder (volaille de chair + porc ou viande bovine).

Le résultat triennal par actif non salarié poursuivrait la baisse entamée en 2013 pour s'établir à 26 900 €, soit 8 % en dessous du revenu moyen des dix dernières années.

De très bons rendements et des charges moindres qui compensent tout juste la baisse des prix des céréales.

Après une mauvaise année 2013, les volumes en céréales, oléagineux et protéagineux augmentent sensiblement en Pays de la Loire, grâce à une hausse conjuguée des surfaces et des rendements. La pluviométrie enregistrée en mai et en août 2014 a notamment été très favorable au maïs dont les rendements atteignent un niveau record (102 q/ha). Ces bons rendements et la baisse des charges d'approvisionnement

(semences, carburants, engrais et produits de protection des cultures) compensent tout juste le net fléchissement des prix des céréales consécutif à l'abondance de l'offre au niveau mondial. De ce fait, le résultat courant moyen pour un céréalier resterait sous la barre des 20 000 € (19 300 € contre 16 400 € en France).

En raison de l'effondrement du RCAI par UTANS en 2013 (- 69 % comparativement

à 2012), le revenu triennal régional par actif non salarié descendrait à 31 400 € (contre 30 400 € pour la France), soit 2 % en deçà du revenu moyen régional des dix dernières années.

Les exploitations dont la sole de blé dur est significative devraient néanmoins voir leurs résultats s'améliorer, le prix de cette céréale s'appréciant en effet de 18 % en 2014.

Des marchés malmenés affaiblissent encore le revenu des maraîchers et horticulteurs.

La douceur de l'hiver a été préjudiciable aux légumes d'hiver (radis, poireaux, mâche). Pour ces produits, l'offre abondante s'est en effet écoulee laborieusement, tirant les prix vers le bas.

Les légumes d'été (concombre, tomate, melon, salade) connaissent une campagne plus inattendue. Si la météo automnale du début de campagne freine les ventes et influe, elle aussi, négativement sur les prix, la fin de campagne s'avère providentielle. Avec un été qui s'invite en début d'automne, le marché reprend activement avec des prix en hausse. Mais cela ne suffit pas à rattraper le manque à gagner des mois précédents, d'autant que le secteur maraîcher a, lui aussi, fortement souffert de l'embargo russe étendu en août aux légumes, conduisant la commission euro-

péenne à débloquer en urgence 125 millions d'euros en guise de soutien.

Du côté de l'horticulture, le marché de l'ensemble des végétaux d'ornement poursuit sa baisse. Selon FranceAgriMer, le recul atteint 2,3 % en valeur et 6,4 % en volume par rapport à l'année 2013. Les ventes de tous les segments de végétaux d'ornement se replient (ceux de végétaux d'extérieur, en particulier, régressent de plus de 9 %).

Au final, la production de l'exercice de l'OTEX maraîchage et horticulture régresserait de plus de 5 %, tandis que la baisse modeste des charges d'approvisionnement peinerait à compenser l'augmentation des charges de personnel. En conséquence, le résultat moyen par actif non salarié descendrait à 6 800 €, niveau le plus bas des

25 dernières années pour cette orientation de production, et aussi le plus bas de toutes les orientations technico-économiques de la région. Le revenu triennal régional par actif non salarié tomberait quant à lui à 11 900 €, soit 49 % en dessous du revenu moyen décennal.

Comparativement aux résultats France Métropolitaine, les exploitations ligériennes, bien que produisant plus (+ 48 %) enregistrent un résultat courant inférieur. Leurs charges de personnel et dotations en amortissements sont en effet plus élevées (respectivement + 79 % et + 49 %).

Un revenu en hausse continue chez les viticulteurs grâce à une bonne récolte et des prix toujours fermes

Quantité et qualité caractérisent la récolte 2014. Les conditions météorologiques ont en effet été favorables tant à la vigne qu'aux vendanges.

Les prix font abstraction des volumes récoltés : ils progressent en rosé, notamment en Cabernet d'Anjou, et restent fermes voire augmentent en rouge (cas du Saumur

Le recul des prix détériore le revenu des arboriculteurs (2)

En Pays de la Loire, l'année arboricole 2014 se caractérise par une récolte de pomme de qualité et de bon calibre et des volumes récoltés légèrement en repli du fait d'une cueillette sélective. Anticipant les difficultés de commercialisation liées à l'embargo russe et à la forte production européenne (en particulier en Pologne, gros exportateur vers la Russie), certains

Champigny). La situation des vins blancs est plus disparate. Les cours du Muscadet régressent, excepté ceux du Muscadet sur Lie, tandis que ceux des Crémant de Loire et Saumur mousseux progressent.

Les charges d'approvisionnement quant à elles seraient stables par rapport à 2013.

Le RCAI moyen par actif non salarié des

arboriculteurs ont en effet fait le choix de ne cueillir que les calibres faciles à commercialiser.

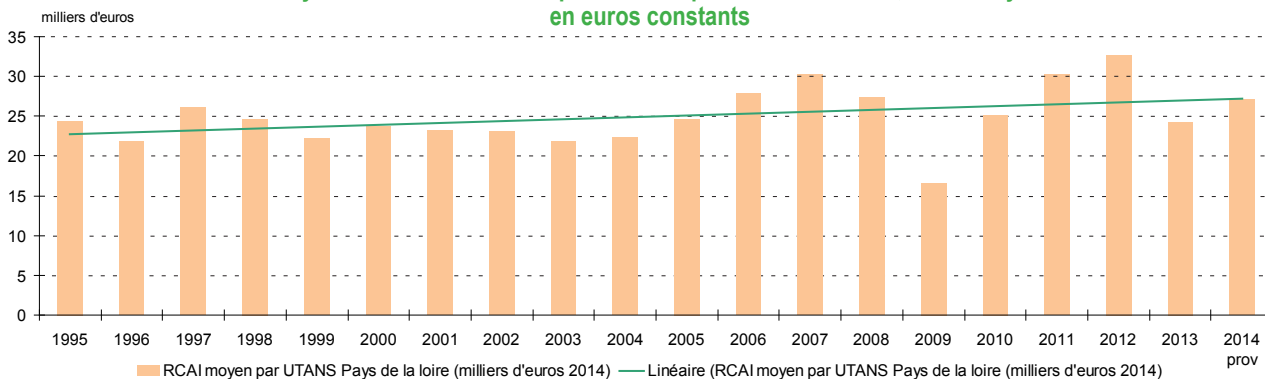
Bien qu'exportant peu vers la Russie, les arboriculteurs français, tout comme leurs voisins européens, pâtissent sévèrement de l'embargo commercial russe. Le manque de débouchés extracommunautaires saturé vite les marchés européens et la chute des

exploitations viticoles ligériennes poursuivrait donc sa croissance. Porté par deux bonnes années successives, le revenu triennal par actif non salarié atteindrait 32 100 €, dépassant ainsi largement le revenu moyen de la décennie.

prix qui en découle entraîne une baisse de la valeur de la production, non pondérée par des charges peu évolutives.

De ce fait, le résultat moyen par arboriculteur non salarié serait en net repli en 2014 entraînant dans son sillage la baisse du revenu triennal par actif non salarié qui s'établirait à 24 600 €.

L'évolution moyenne annuelle du RCAI par Utans depuis 20 ans est de 0,9 % en Pays de la Loire en euros constants



Champ : exploitations moyennes et grandes (PBS > = 25 000 €)

Source : Agreste - Indicateurs régionaux de revenu

Un système d'information sur les revenus fondé sur le Rica

Les indicateurs de revenu agricole présentés ici permettent d'analyser les résultats économiques annuels des exploitations agricoles moyennes et grandes en France métropolitaine, en niveau et en évolution. Ils sont déclinés au niveau national selon la spécialisation productive des exploitations (orientation technico-économique - OTEX) et, au niveau région et département, selon les principales OTEX de chaque région. Ces indicateurs sont établis par le Service de la statistique et de la prospective (SSP) et les services régionaux en charge des statistiques (SRISE) dans les Directions régionales de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt. Ils s'appuient sur les résultats du Réseau d'information comptable agricole (Rica) qui constituent la référence pour les années passées. Le RICA recueille, en Pays de la Loire, les informations comptables d'environ 500 exploitations. Les résultats du Rica relatif à l'année N n'étant connus qu'à la fin de l'année N+1, les résultats de la dernière année (2014 ici) sont estimés sur la base des indicateurs conjoncturels disponibles, appliqués aux données du Rica de l'année précédente. Ces estimations sont par nature fragiles. En effet, le résultat comptable étant un solde, son évolution est très sensible aux variations de la valeur de la production et des charges (ainsi, une baisse de 1 % de la valeur de la production de l'ensemble des exploitations entraîne toutes choses égales par ailleurs une baisse de 4 % du RCAI). En période de fortes fluctuations des volumes ou des prix des productions ou des consommations intermédiaires (engrais, alimentation animale notamment), les risques de révisions des revenus, à la hausse comme à la baisse, entre deux exercices sont plus importants. Il est par ailleurs difficile d'anticiper avec précision la façon dont les évolutions conjoncturelles seront en fine retracées dans les comptabilités agricoles du Rica. D'une part, les comportements économiques s'adaptent aux conditions spécifiques de chaque campagne. D'autre part, les comptabilités agricoles sont pour une large part arrêtées avant la fin de la campagne de commercialisation dans certaines orientations (COP notamment). Des révisions assez importantes des revenus de l'année N peuvent ainsi être observées en décembre N+1, lorsque les données du Rica sont disponibles.

L'indicateur permettant d'approcher le résultat d'activité des entreprises agricoles utilisé est le résultat courant avant impôts (RCAI), par actif non salarié (UTANS). Ce résultat comptable est calculé à partir de la valeur de la production, augmentée des subventions, de laquelle on retire les consommations intermédiaires et toutes les autres charges (salaires, impôts fonciers, frais financiers...), ainsi qu'une estimation de la dépréciation des actifs immobilisés. Les évolutions sont calculées en termes réels, c'est-à-dire nettes de l'évolution du prix du PIB. Dans le commentaire, par simplification, on utilise indifféremment les termes « résultat courant avant impôts », « résultat » et « revenu ».

2 : l'échantillon régional du Rica est de taille insuffisante pour pouvoir fournir un résultat annuel et l'échantillon national offre un profil trop différent de celui des exploitations ligériennes avant tout productrices de fruits à pépins

Agreste : la statistique agricole



Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information
statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67516 - 44275 NANTES cedex 2
Tél. : 02 72 74 72 40 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr
Site internet : www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directrice régionale : Claudine Lebon
Directrice de la publication : Patricia Bossard
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Coutard
Rédaction : pôle « synthèses et valorisation des données »
Composition : Pascale Thomas
Impression : SRISE à NANTES
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1956 - 7499
Prix : 2,50 €